

ÉDITORIAL

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DROIT À L'INFORMATION : DE LA CROISÉE DES CHEMINS AUX AUTOROUTES DE L'INFORMATION

Par Marie-France VERDIER

Directrice de la publication

SOMMAIRE

- I. – LES ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION
- II. – LA DÉVALORISATION DE L'INFORMATION
- III. – LES NOUVEAUX DÉFIS D'INTERNET

La liberté d'expression et le droit à l'information sont aujourd'hui mis en cause et confrontés à de nouveaux défis générés par la montée en puissance d'un média globalisant, Internet.

I. – LES ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

La liberté d'expression figure parmi les premières conquêtes démocratiques, car elle constitue, selon Jürgen HABERMAS, l'« *espace public* ». Certes, elle n'est pas inconditionnée, mais elle fait l'objet de censures et de manipulations. Particulièrement visibles dans les États dits autoritaires, elles s'avèrent aussi insidieuses dans bien des pays démocratiques ou prétendument démocratiques, et plus encore dans les pays en transition démocratique, notamment en Europe centrale et orientale et en Russie où l'équilibre entre liberté d'expression et censure est délicat⁵⁰.

La censure est pratiquée sous des formes révoltantes, par la violence et le meurtre⁵¹, mais aussi de façon rampante mais non moins pernicieuse, avec la diffu-

⁵⁰ Cf. A. CHIRCA, « Les entraves à la liberté d'expression des mass medias en Moldavie », *Politeia*, n° 9, 2006, p. 129-143 ; M. DIACONU, « La liberté d'expression en Roumanie : le difficile équilibre entre liberté et censure », *Politeia*, n° 9, 2006, p. 161-178.

⁵¹ Orhan PAMUK, écrivain turc, Prix Nobel de littérature 2006, menacé de mort par les ultranationalistes turcs depuis ses déclarations sur le tabou du génocide arménien, est victime d'une campagne d'intimidation orchestrée contre lui et même menacé de mort, si bien qu'il s'est réfugié aux États-Unis. Cf. *Le Figaro*, 8 février 2007. Le journaliste russe,

sion souvent au nom d'un consensus compassionnel des seuls discours politiquement, idéologiquement et religieusement corrects. Des journalistes continuent à mourir, et ce non seulement sur les champs de bataille alors qu'ils sont en train de couvrir l'actualité, mais aussi parce qu'ils font leur métier en essayant d'éclairer certains aspects troubles de la société comme la corruption, les scandales financiers, le trafic de stupéfiants, le terrorisme ou les conflits ethniques⁵².

En outre, dans certains pays, sur le fondement de dispositions législatives concernant notamment la diffamation, les détracteurs indésirables sont harcelés. Même quand la diffamation est dépénalisée, des amendes parfois exorbitantes constituent des sentences « mortelles » qui découragent la libre expression, dissuadent le « libertinage politique » et incitent à l'autocensure. Les plumes sont sous « haute surveillance »⁵³. Un discours convenu est matraqué par l'État : liberté oui, mais responsabilité d'abord. Dès lors, les journalistes sont libres jusqu'à preuve du contraire. Et les preuves du contraire, soit l'irresponsabilité, mènent à la perte de leur liberté. Les inconditionnels de la liberté sont alors obligés de publier à l'étranger, voire de s'exiler pour combattre pour la liberté et la démocratie ainsi que lutter contre le « larbinisme » et l'intégrisme ; mais leur livre est alors interdit dans leur pays⁵⁴. De surcroît, au lieu de jouer leur rôle de « chien de garde de la société », les médias, souvent rompus à l'exercice d'autocensure, sont parfois transformés en mercenaires agissant sur ordre, « la voix de son maître » – le pouvoir politique –. Pour réguler un domaine par essence libre, ce sont alors les imprimeurs, en refusant de passer sous presse, les patrons de presse, en se chargeant d'établir une chartre de déontologie et de devenir les métronomes de la profession, et les distributeurs, en ne passant pas commande de certains ouvrages inacceptables sur le marché, qui veillent au grain. Et si aucune interdiction formelle n'est opposée aux journalistes étrangers, certains livres ne sont pas toujours les bienvenus, si bien qu'aucune librairie n'ose en passer commande. Des lectures s'avèrent donc finalement prescrites, d'autres proscrites. Que devient alors l'éthique de liberté dans ce contexte oppressant pour les gens de plume ?

Il arrive aussi que les atteintes à la liberté d'expression se manifestent par des menaces, des intimidations, des fermetures arbitraires de médias, des coupures d'électricité, des perquisitions et confiscations de matériel, la destruction des installations d'impression ou des émetteurs de radio et de télévision, l'inégalité de traitement entre les médias d'État et les autres, des pressions sur les annonceurs, le renvoi de journalistes.

Ivan SAFRONOV, enquêtant sur les ventes d'armes de la Russie à la Syrie et à l'Iran, est décédé de mort suspecte le 2 mars 2007.

⁵² La journaliste russe, Anna POLITKOSVSKAÏA, dénonçant en particulier la torture en Tchétchénie, a été assassinée le 7 octobre 2006.

⁵³ Il en est ainsi notamment au Maroc. Cf. « Plumes sous haute surveillance », *Le Monde*, 9 février 2007.

⁵⁴ Le pamphlet de Boualer SANSAL (*Poste restante : Alger. Lettre de colère et d'espoir à mes compatriotes*, Paris, Gallimard, 2006), véritable ode à la démocratie et à la liberté de penser, est interdit en Algérie. Dans ce pays, en particulier, l'importation de livres est soumise à un visa qui, en l'occurrence, a été refusé à la société qui devait diffuser cet ouvrage. Cf. J. GARCIN, « Lettre ouverte aux Algériens, Sansal censuré », *Le Nouvel Observateur*, 15-21 juin 2006, p. 101.

Par ailleurs, dans les sociétés occidentales, les médias manipulateurs ont appris à s'affranchir du pouvoir politique. Ils se prétendent le « quatrième pouvoir » et l'expression du pluralisme politique alors qu'ils ne sont en réalité qu'un pouvoir sans contre-pouvoir⁵⁵, en passe de supplanter le premier et de devenir les maîtres du jeu politique. L'élite des journalistes fréquente assidûment celle des politiques et nul ne peut nier une connivence et une véritable influence réciproque. Les politiques, après avoir asservi la télévision, ont été asservis par elle. Ils ont, bien sûr, compris l'intérêt d'occuper le terrain médiatique, en particulier celui de la télévision. Ils en sont devenus le produit. Les éditorialistes politiques, « *lointains descendants des chroniqueurs de la Cour* »⁵⁶, sont des « *faiseurs de rois* »⁵⁷. C'est là la force de la presse, qu'elle soit écrite ou audiovisuelle : tenir les politiques entre ses mains. Les titres, moins nombreux que les élus, sont en situation d'oligopoles. La demande s'avérant nettement plus forte que l'offre, ce sont largement les rédactions qui les sélectionnent et les obligent à professionnaliser leur communication, à policer et à polir leur message. C'est ainsi que les hommes politiques adoptent une posture spectaculaire et émotionnelle au détriment d'une posture rationnelle. Ils prononcent davantage des discours télégraphiques de séduction, plutôt que de conviction, qui fonctionnent largement à l'incantatoire ou à l'illusion. Pour les politiques, la télévision est devenue un média investi d'un pouvoir presque magique. Elle promet un destin national à tous les politiciens accrochant de face la lumière et dotés au moins d'un bon profil, remplace des arguments souvent contestables par une présentation tendant vers l'irréprochable à la faveur de laquelle le non-dit prend le pas sur le langage articulé. Ils se précipitent même vers les invitations dans les « talk-shows » et s'y épanchent. Au mieux, ils s'y ridiculisent, poussant la chansonnette ; au pire ils y sont humiliés, sommés de répondre à des questions graveleuses⁵⁸. Ils deviennent moins maîtres qu'esclaves de l'opinion. La télécratie donne donc lieu à la politique « spectacle »⁵⁹, voire « mensonge »⁶⁰. B. STIEGLER⁶¹ soutient qu'elle ruine la démocratie et qu'elle lui a même succédé, qu'elle remplace l'opinion publique par les audiences, transforme les citoyens en consommateurs, court-circuite les appareils politiques et détruit la citoyenneté. Il s'adresse aux représentants politiques et appelle à un « sursaut démocratique » contre les abus de la télécratie. Il n'y a pourtant pas, selon lui, de fatalité à ce que les écrans produisent de l'avalissement. Il demande à l'opinion publique de se mobiliser contre la dictature des audiences. Par ailleurs, l'hypermédiatisation de la politique favorise un « télépopulisme » où la manipulation des affects et de l'imaginaire se donne libre cours. La « peoplelisation » du politique tombe dans le marketing. Les communicants, véritables metteurs en scène, démiurges voire gourous, transforment tout en communication, en particulier les discours en imageries, et les idées en slogans. Que reste-t-il alors derrière les bonnes formules ? Finalement, avec la

⁵⁵ M.-F. VERDIER, Éditorial, « À propos d'une triple entrave à la liberté d'expression », *Politeia*, n° 9, 2006, p. 80.

⁵⁶ D. SCHNEIDERMAN, *Libération*, 2 février 2007.

⁵⁷ H. RISSER, *Faiseurs de rois*, Paris, Éd. Privé, 2007.

⁵⁸ A. de MALHERBE, *Politiques cherchent audimat désespérément*, Paris, A. Michel, 2007.

⁵⁹ R.-G. SCHWARTZENBERG, *L'État spectacle*, Paris, Flammarion, 1977.

⁶⁰ R.-G. SCHWARTZENBERG, *La politique mensonge*, Paris, Éd. Odile Jacob, 1997.

⁶¹ B. STIEGLER, *La Télécratie contre la démocratie*, Paris, Flammarion, 2006.

« vidéocratie », artifices et illusions discréditent la politique et les journalistes, exaspèrent les citoyens et corrodent la confiance dans la démocratie. « *Plus l'agora cathodique remplacera le forum démocratique* »⁶², plus l'abstention et les votes protestataires augmenteront. Il s'avère donc nécessaire de « *réhabiliter la politique en la distinguant définitivement du spectacle* »⁶³, afin que la démocratie représentative en crise retrouve sa légitimité.

II. – LA DÉVALORISATION DE L'INFORMATION

Corrélativement, dans bien des cas, la qualité de l'information s'est considérablement dégradée, notamment par les évolutions récentes du journalisme et l'influence grandissante des sondages.

Au fil des années, les médias deviennent davantage un produit purement commercial plutôt qu'ils ne sont une ressource culturelle et démocratique. Les supports journalistiques sont maintenant inféodés au pouvoir économique, prisonniers de leurs actionnaires qui donnent la priorité à la recherche de l'audience et de la rentabilité économique. Dès lors, l'information disparaît progressivement des médias, en particulier de la télévision destinée au grand public. Bien plus que la presse écrite, l'audiovisuel est placé sous contrôle économique, un régime de liberté limitée, organisée, surveillée. Les journaux télévisés sont vidés de leur contenu. C'est de l'hyperinformation surinvestie en émotions mais sans information. Ils contiennent seulement quelques brefs instants d'information véritable reléguée en fin de journal. Le reste est constitué de sujets « magazine », de reportages anecdotiques, de faits divers, de micro-trottoirs, et de « reality shows » insignifiants sur la vie quotidienne supposée la plus partagée par la population. C'est le règne de la séduction par un « *récit placebo (qui plaît)* » et sécurise, faisant « *l'effet d'un nou-nours* », plutôt que de la réalité par « *un exposé nocebo (qui nuit)* » et déclenche une sensation de peur correspondant à « *la frayeur provoquée par un serpent* »⁶⁴. La télévision gère l'information et sa perception et constitue ainsi une arme silencieuse destinée à manipuler l'opinion publique et à programmer la société. L'actualité immédiate est privilégiée au détriment d'une analyse et d'une recherche approfondies. D'ailleurs, les commentaires par des spécialistes ont été presque totalement éliminés. Le flux d'informations présentées avec une légèreté éphémère et une extraordinaire fugacité est le meilleur moyen d'en combattre une et de la rendre invisible. Ainsi de nouvelles formes de censure apparaissent, plus aimables, plus sournoises mais toujours aussi efficaces⁶⁵. Nous sommes désormais confrontés à un « optiquement correct ». Tout au plus, on assiste à un diktat du discours unique, alors qu'être libre c'est agir en comprenant les raisons, rationnellement, sans tabous et sans se faire imposer des « vérités » que l'on ne peut remettre en question. Il convient de faire face aux intimidations morales de certains « bien-pensants » et de s'élever contre ce terrorisme intellectuel, cette chape de plomb du

⁶² R.-G. SCHWARTZENBERG, « Grandeur et servitude de la médiapolitique. L'État spectacle, suite », *Le Monde*, 21-22 mai 2005.

⁶³ C. BOUTIN, « La démocratie confisquée », in C. BOUTIN et F. ROUVILLOIS (dir.), *Partis politiques et démocratie*, Paris, F.-X. de Guibert, 2005, p. 344.

⁶⁴ B. CYRULNIK, *Le Figaro*, 26 février 2007.

⁶⁵ P. MOREIRA, *Les nouvelles censures : dans les coulisses de la manipulation de l'information*, Paris, R. Laffont, 2007.

politiquement, idéologiquement et religieusement corrects, cette opinion dominante forgée par les nouveaux clercs pétris de moralisme, surtout de cuistrerie et de couardise, qui se positionnent « au-dessus de la mêlée ». Du haut d'un prétendu Olympe intellectuel, ils balisent la pensée et encadrent la liberté d'expression, étouffant ainsi l'opinion dissidente qui mène notamment une bataille contre les obscurantismes. Comme disait Roland BARTHES, « *le stéréotype, c'est ce qui commence à me fatiguer* ».

Nonobstant, dans cet univers de pleurerie et de veulerie, n'y a-t-il aucune lueur d'espoir contre cette damnation plus ou moins feutrée des empêcheurs de penser en rond, des « incorrects », toujours prêts à planter des banderilles dans le confort de nos certitudes ? En tout état de cause, ces derniers puisent, finalement, un sentiment d'orgueil dans la conscience de leur humiliation du seul fait qu'ils sont tenus à l'écart.

C'est ainsi qu'en France, depuis les *Illusions perdues* d'Honoré DE BALZAC, les journalistes n'ont pas bonne presse. Nombre d'entre eux ne respectent pas l'éthique du journalisme chère en particulier à Albert CAMUS qui choisit de considérer le journalisme comme un combat pour la vérité. Il stigmatisait les vices et dérives de la presse de ce monde médiatique qui dépend de l'image et de la publicité. « *Il faut plaire, paraît-il, plutôt qu'éclairer et pour plaire, se coucher* », écrit l'auteur de *L'Homme révolté*⁶⁶ qui révoltait déjà à l'époque. Il recensait alors ce qui condamne le journalisme : l'asservissement au pouvoir de l'argent, l'obsession de plaire, la mutilation de la vérité sous un prétexte commercial ou idéologique, l'« accroche » sensationnelle, en un mot « *le mépris de ceux à qui on s'adresse* »⁶⁷. L'irresponsabilité conduit même les médias à ce « *journalisme fictionnel* », au nom de la course à l'audience et à la rentabilité justement dénoncée par Antoine PERRAUD qui prône un retour aux vertus de la rigueur journalistique⁶⁸.

Effectivement, bien des journalistes préfèrent se laisser porter par l'air du temps plutôt que de lui résister et d'être les soldats de la liberté d'expression. Ils devraient pourtant répondre à cet appel à la vigilance lancé par CAMUS et savoir incarner la distance, la pertinence et l'impertinence car « *une société qui supporte d'être distraite par une presse déshonorée (...) court à l'esclavage* »⁶⁹. Il conviendrait aussi que certains aient le courage de percer le silence médiatique et ouvrent le bréviaire du journalisme d'Henry BÉRAUD, *Le flâneur salarié*, pour suivre le conseil qui n'a rien perdu de sa fraîcheur : « *Faites du reportage, cela signifie : regardez l'envers de la société, mêlez-vous aux hommes, percez les mobiles des grands et touchez les plaies des humbles* »⁷⁰. Or, le journalisme d'enquête et d'investigation est progressivement sacrifié sur l'autel de l'information spectacle,

⁶⁶ A. CAMUS, cité par J. DANIEL, *Avec Camus. Comment résister à l'air du temps*, Paris, Gallimard, 2006.

⁶⁷ Comme l'ajoute J. DANIEL, *Ibid.*

⁶⁸ A. PERRAUD, *La Barbarie journalistique*, Paris, Flammarion, 2007.

⁶⁹ A. CAMUS, *Ibid.* Lire également F. MUSSO, *Albert Camus ou la fatalité des natures*, Paris, Gallimard, coll. NRF essais, 2006.

⁷⁰ H. BÉRAUD, *Le flâneur salarié*, Paris, Ed. de France, 1927. Maître du reportage, prix Goncourt 1922, condamné à mort en 1944 pour intelligence avec l'ennemi, il est défendu par CAMUS dans *Combat* et gracié par le Général DE GAULLE.

foulant au pied la liberté d'expression et d'information qui s'avère entravée⁷¹, « sous influence »⁷², « sous le régime de l'oppression délicate »⁷³.

Au surplus, avec le développement du « sondagisme » qui tourne en « sondomania » et « sondagite » aiguë, les opinions sont dégradées et dévaluées car elles sont manipulées par les sondages, passées à la moulinette des sondages médiatisés enjolivés par les commentaires des journalistes, et l'opinion dominante est présentée comme l'opinion commune. Le médiatique et la démocratie d'opinion fonctionnent dans la « culture du flux », par opposition à la « culture du stock » qui est celle de la démocratie parlementaire. Les opinions qui habitent ce nouvel univers politico-médiatique sont changeantes, immédiates, insaisissables. Elles sont faites de sincérités successives, de points de vue effaçables et révisables, mais finissent par devenir l'opinion commune et constituer la rumeur médiatique, une rumeur à la fois impérieuse et inconsistante, alliant la force d'expression et la fragilité des contenus, l'expression forte et la pensée réduite. La démocratie d'opinion, fondée sur les médias et les sondages, s'avère d'autant plus dangereuse qu'elle roule et tangue comme un bateau sans cap, déboussolé, voire démâté. En effet, évoluant au gré de vents contraires, sous l'emprise de l'immédiateté, de la tyrannie du temps réel, elle comporte un risque majeur de paralysie du fait qu'elle est destructrice de toutes les tentatives de réforme et peut provoquer le naufrage collectif. Bernard STIEGLER diagnostique que l'étrange maladie qui gouverne désormais nos rapports avec la temporalité est une variante de l'hystérie. Elle obéit aux sautes d'humeur. Elle nous fait sauter sans arrêt d'un engouement à l'autre, d'un état d'esprit à son contraire⁷⁴. La démocratie représentative, sacrifiée ainsi sur l'autel d'une démocratie instantanée, peut alors transformer la politique en une « impolitique ». La démocratie « cathodique » d'émotion constitue une tragédie pour la démocratie.

L'information, finalement, se réduit désormais à la presse écrite lue par une minorité de personnes. Pourtant, elle joue le prestige ; et si les paroles s'envolent, les écrits restent.

III. – LES NOUVEAUX DÉFIS D'INTERNET

De surcroît, la liberté d'expression et l'information doivent faire face à de nouveaux défis liés à la mondialisation des médias, avec le développement de situations oligopolistiques, mais surtout à la révolution entraînée par l'émergence d'Internet, premier média global mondial, alors que jusqu'à présent, tout ce qui était média était essentiellement national avec une régulation nationale. Il constitue le « cinquième pouvoir »⁷⁵ après ceux du législatif, de l'exécutif, du judiciaire et des médias. Il donne à chacun des droits d'expression inédits. La révolution médiatique est en marche. Le journaliste n'a plus désormais le monopole de

⁷¹ M.-F. VERDIER, *op. cit.*

⁷² I. MICHEL, « La liberté d'expression sous influence. La tyrannie des bonnes intentions », *Politeia*, n° 9, 2006, p. 225-235.

⁷³ R. CHARVIN, « La liberté d'expression sous le régime de l'oppression délicate », *Politeia*, n° 9, 2006, p. 109-122.

⁷⁴ B. STIEGLER et M. CRÉPON, *De la démocratie participative*, Paris, Mille et Une Nuits, 2007.

⁷⁵ *L'Express*, 7 décembre 2006, p. 34-47.

l'information. Est-ce pour autant « *la fin de la télévision* »⁷⁶ et l'obsolescence, voire la défaite, du journalisme traditionnel ? Incontestablement, le Web change la donne dans la production et la diffusion de l'information, à un moment où se développe la posture de se méfier du monde politique et de se défier du monde médiatique.

Pour ne citer que quelques-uns de ces nouveaux défis, évoquons le phénomène du journalisme citoyen, les possibilités de contrôle du réseau internet par de nouveaux « Big Brothers », le problème de la qualité de l'information et enfin la question de la démocratie participative.

L'internaute, entraîné dans un mouvement de scepticisme et de prévention antimédiatique qui se répand ces dernières années, espère, avec sa souris, un nouveau lien avec l'actualité, plus sincère. Il brocarde, récuse et veut balayer la vérité unique. « *Le self-média remplace les mass médias.* »⁷⁷ Il ne souhaite pas compter sur une figure divine venue d'en haut pour lui dire ce qui est important. Il ne veut certainement pas d'informations formatées, moulées, bien-pensantes, présentées comme parole d'évangile. Il recherche la véracité et ce qui s'y rattache : la sincérité et la transparence. Avec Internet, ce forum constant, il a alors le sentiment de choisir l'information et de contrôler les médias au lieu d'être contrôlé par eux. Dans les pays où la censure règne, cet univers de tous les possibles que les autorités ne sont pas encore parvenues à contrôler a été investi en masse. Mais certains écrivains de la Toile ayant été inquiétés, c'est souvent sous pseudonyme qu'ils rédigent leur prose contestataire. Les cyber dissidents auront même un site Internet, Wikileaks, lancé en mars 2007. Il leur permettra de dénoncer les tares des régimes autoritaires et, plus intéressant encore, de mettre en ligne des documents compromettants sans pouvoir être identifiés pour ne pas être inquiétés grâce à un logiciel de cryptage.

De là à prétendre qu'Internet constitue la solution pour résoudre la crise de confiance qui affecte les médias, il est difficile de franchir allègrement le pas car il s'avère un outil à double tranchant. En effet, certains prétendent combler le déficit d'information et jouer les Albert LONDRES, avec leur blog ou leur téléphone portable-appareil photo, preuve que la profession qu'il exerçait fascinait, bien que décriée. Tous reporters ! Tous interviewers ! Tout propos privé devient potentiellement public ! Tout est susceptible d'être révélé ! Ils seraient dans le sillon d'ALAIN, du « *citoyen contre les pouvoirs* » et de PÉGUY qui écrivait : « *L'ordre, et l'ordre seul, fait la liberté. Le désordre fait la servitude. Seul est légitime l'ordre de la liberté.* » Ce journalisme d'un nouveau genre, avec ces nouveaux éditorialistes, en réalité nourri souvent par l'appât du gain et encouragé par les médias, rêve aussi d'immortaliser le « *people* » en goguette qui fera la « *Une* » d'un journal le lendemain avec l'image choc et de sortir l'indiscrétion qui fera trembler le monde politique. Le Net approprié par des « *émetteurs non autorisés* », souvent anonymes, permettrait le passage de l'ombre à la lumière informatique ! La panacée miraculeuse ! La providence ! Le nouvel eldorado ! Mais le meilleur ne serait-il pas le pire ? Le passé ne resterait-il pas le meilleur ? Après avoir porté les jour-

⁷⁶ J.-L. MISSIKA, *La Fin de la télévision*, Paris, Seuil / La République des idées, 2006.

⁷⁷ *Ibid.*

nalistes politiques au pinacle, il serait tout aussi imprudent de sacraliser, aujourd'hui, le journaliste citoyen, en réalité le citoyen déguisé en journaliste. « *Le concept de journalisme citoyen (citizen journalism) est né aux États-Unis avec le livre We the Media (Nous les médias), écrit par l'Américain Dan GILLMOR [en 2004], ancien journaliste vedette au journal San José Mercury News. Le "nous" désigne la communauté des citoyens, sorte de cinquième pouvoir qui remettrait en question le monopole des grands médias. Un "nous" qui s'emparerait de l'information pour en donner une version non tronquée par la subjectivité des grands groupes de presse.* »⁷⁸ Effectivement, celui qui se définit comme un journaliste citoyen tente de bousculer l'image préfabriquée que les politiques et leurs spécialistes en communication tentent d'imposer. L'électron libre espère éclairer coûte que coûte et échapper au monde qu'on voudrait lui imposer. Il permet, certes, de faire découvrir ces conquérants du pouvoir sous un autre angle et d'apercevoir un aspect moins convenu de leur personnalité, avec un discours politique débarrassé du formatage que leur imposent les spécialistes du marketing. Néanmoins, ce nouveau phénomène de l'information prétend, plus inconsciemment que volontairement, innover, en faisant de l'internaute un acteur à part entière de l'actualité, et faire croire à la valeur absolue de la nouveauté. Avec un déferlement et une confluence d'informations non maîtrisées, l'information de moins en moins vérifiée et sans analyse y gagne-t-elle ? « *Le journalisme citoyen est une illusion, un leurre. Le journalisme est un vrai métier qui s'apprend* », déclare Pierre ASSOULINE, écrivain et journaliste. Internet est « *une gigantesque caisse de résonance pour les rumeurs* »⁷⁹. Entre le développement du « fast news », les montages, les manipulations et les vrais scoops, ce ne sont guère de réelles avancées mais de fausses illusions. Le mauvais nouveau est-il devenu préférable au mauvais ancien ? Pire, sans doute. Le journalisme citoyen ne peut remplacer le journalisme et ne doit venir qu'en complément. Internet fait effectivement naître un sentiment de progrès démocratique qui peut se transformer en énorme déception : ce n'est pas parce que tout le monde peut dire ce qu'il pense que c'est un progrès car ce n'est pas forcément la Vérité. Dès lors, ne faut-il pas avoir peur d'Internet et de ses effets boomerang ? La vigilance s'impose.

À cet égard, le géant américain d'Internet, Google, ce désormais célèbre moteur de recherche, qui, depuis sa création en 1998, s'est construit un empire en répertoriant le flux d'informations disponibles sur la toile, ne serait-il pas en passe, d'une part de devenir un ministère de la Vérité mondiale capable de manipuler l'opinion mondiale en « organisant » l'information, d'autre part de jouer les « Big Brothers » des temps modernes en conservant des données personnelles des internautes⁸⁰ ? Plus généralement, le cyberspace s'avère en fait contrôlé par les États-Unis qui exercent une tutelle effective sur l'Internet, ses opérateurs et ses fournis-

⁷⁸ P. SANTI, « Le cinquième pouvoir des citoyens. Internet multiplie les "journalistes" et "envoyés spéciaux" », *Le Monde*, 29-30 avril 2007.

⁷⁹ P. DE LA COSTE, « Internet va-t-il changer la politique ? », 2050, *La revue de la Fondation pour l'innovation politique*, n° 4, avril 2007, p. 121.

⁸⁰ Google vient d'annoncer qu'il allait effacer de sa mémoire neuf ans de données sur ses utilisateurs et que, dorénavant, il ne les conserverait que de dix-huit à vingt-quatre mois. Il fait ainsi figure de pionnier dans le respect de la confidentialité des données. Cf. « Google efface neuf années de données sur ses utilisateurs », *Le Figaro*, 15 mars 2007.

seurs principaux étant américains. Quant au réseau technologique d'espionnage et de contre-espionnage des États-Unis, du nom de code Échelon créé lors de la Guerre froide, il s'est adapté pour répondre aux défis nouveaux en matière de guerre de l'information et de lutte contre le terrorisme. Constitué de bases qui interceptent dans le monde entier les communications par téléphone, télécopies et courriers électroniques, il s'est orienté vers la maîtrise d'un nouveau territoire stratégique, l'espace cybernétique, et sa domination. À l'évidence, les États-Unis exercent, par la collecte et la diffusion de l'information, un « soft power » sur le cybermonde.

Par ailleurs, ne faut-il pas se méfier d'outils tels que Wikipédia, « l'encyclopédie en ligne accessible gratuitement, et rédigée par le peuple pour le peuple »⁸¹ ? Lancée en 2001 par le philosophe Larry SANGER et l'homme d'affaires Jimmy WALES, elle ne s'enrichit que des contributions des internautes. Elle est « devenue l'un des quinze sites les plus visités du Web ». « N'importe qui [chercheur, ingénieur ou simple citoyen] peut y rédiger un article, supprimer et ajouter des passages. Aucune contribution n'est contrôlée a priori », ce qui suscite de nombreuses critiques sur sa qualité et son mode de fonctionnement. « C'est précisément la question du recours à des spécialistes [engageant leur responsabilité personnelle par leur signature] qui a amené Larry SANGER, l'un des cofondateurs, à créer sa propre encyclopédie, *Citizendium* ». Pourtant, l'autre cofondateur, Jimmy WALES, va « lancer cette année un moteur de recherche, *Search Wikia*, fonctionnant sur le modèle de Wikipédia »⁸². Évidemment, ce droit de libre expression pour tous ne peut que susciter de vifs débats. Certes, quelques précautions ont été prises pour éviter les informations fallacieuses ; certains articles en particulier sont protégés ou supprimés par les administrateurs. Et l'on peut compter sur les lecteurs pour être aussi des correcteurs et des censeurs. Il n'en demeure pas moins que l'arrivée massive de nouveaux contributeurs permet aux détracteurs de Wikipédia de fustiger les entorses multiples à la qualité des articles et de mettre en garde contre le risque d'anarchie de cette encyclopédie d'amateurs jouissant d'une liberté d'expression quasi absolue.

Enfin, le Net s'avère maintenant un nouveau terrain incontournable d'affrontement politique, avec l'explosion de blogs, de vidéos, de sites satiriques anti-candidats et le succès grandissant des débats politiques en ligne pendant les « net-campagnes » qui se développent, notamment en France. Mode d'expression de la démocratie participative, l'« Internet politique » ne donnera-t-il pas naissance à une « cybercitoyenneté » qui accroîtra encore la crise de la démocratie représentative ? Effectivement, instrumentalisé par les politiques, « le risque est réel que les élus, dans le contrôle permanent de leur discours et de leur image, versent dans le calcul et le politiquement correct »⁸³. En outre, « on peut créer artificiellement des mouvements d'opinion et nuire ainsi à la loyauté des débats »⁸⁴. Qui finalement sortira gagnant de ce bouleversement, porteur de tant

⁸¹ D. SANZ, « Wikipédia, encyclopédie sous haute surveillance », *Le Figaro*, 17 janvier 2007.

⁸² *Ibid.*

⁸³ J.-L. MISSIKA, *op. cit.*

⁸⁴ P. DE LA COSTE, *op. cit.*, p. 121.

d'espérances et d'autant d'illusions ? N'entrons-nous pas dans un univers orwellien, conditionné et surveillé en permanence par le nouveau maître du monde, Internet ? N'est-ce pas un néo-totalitarisme qui se fait jour, celui de la « *transparence absolue* »⁸⁵ ? Big Brother, version « soft » ?

En définitive, la liberté d'expression apparaît aujourd'hui mise en péril par la censure, les manipulations et même l'autocensure. Quant à l'information, sa qualité n'a cessé de se dégrader au fil des ans, la presse écrite d'idées faisant aujourd'hui figure de dernier îlot de résistance menacé au premier chef par le tsunami de la « peoplelisation », le règne de l'anecdote, le diktat des sondages, la bien-pensance... L'explosion d'Internet, par les problèmes nouveaux qu'elle soulève, ne peut qu'ajouter au chaos ambiant et brouiller un peu plus les cartes.

Dès lors, en dépit de la diversité des médias résultant de la mondialisation et du développement accru de la société de l'information du fait de la banalisation des nouvelles technologies dans un univers médiatique dominé par les écrans et l'instantanéité, la liberté d'expression et la sauvegarde du droit à l'information sont et demeureront un défi majeur pour la démocratie en Europe et dans le monde.

⁸⁵ Comme prévient Claude MALHURET, *L'Express*, *op.cit.*